

Combattre toutes les iniquités ; détruire toutes les inégalités sociales ; lutter sans trêve jusqu'à l'instauration d'une Société où, par l'égalité de tous les individus, la liberté n'étant plus un vain mot, l'humanité entière vivra harmoniquement. Tel est le but que poursuivent les anarchistes.

L'ORDRE

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les quinze jours

« Notre ennemi,
» C'est notre Maître. »

LA FONTAINE.

ABONNEMENTS :

Un an..... 3 »
Six mois..... 1 50
Trois mois..... » 75

Rédaction et Administration :

36, CHEMIN DE BEAUPUY, 36
LIMOGES

ADRESSER

Tout ce qui concerne la Rédaction : articles, communications, etc., au Rédacteur.
Tout envoi de fonds, abonnements, à l'Administrateur.

Le Culte des Morts

Il paraît que l'anticléricalisme est aujourd'hui à son apogée. Les cités industrielles, conquises pour la plupart aux idées socialistes, les habitants se targuent de ne professer aucun culte.

Cependant, si, voulant nous rendre compte, nous passions quelques journées à la porte d'un cimetière d'une de ces villes, nous ne tarderions pas à nous convaincre que, sur dix enterrements, huit au moins ont un caractère clérical.

Oui, le prétendu anticlérical, qui passait ses journées à manger du curé, a été enterré *cléricafardement*, comme ses enfants ont été baptisés et ont reçu tout ce qui s'appelle « les sacrements de l'église ». Peut-être bien tout cela n'a pas été fait par conviction, s'est plutôt accompli pour faire comme M. Tout-le-Monde ; mais, enfin les choses se passent ainsi.

Indépendamment des divers cultes religieux, il en existe un autre non moins stupide et non moins grotesque : je veux dire le culte des morts.

Est-il rien d'aussi stupide que ce qui consiste à respecter un cadavre en décomposition, alors qu'il n'est plus bon qu'à empanter ceux qui l'approchent et semer de nouvelles maladies.

Est-il rien d'aussi grotesque que d'aller en pèlerinage en un lieu où sont enfouis ceux qui furent, mais qui, aujourd'hui, ne peuvent faire que du guano.

N'est-il pas navrant de constater les sommes dépensées pour le décorum des sépultures, alors que des vivants manquent du strict nécessaire.

La mort, comme tous les autres cultes, est une vaste exploitation.

La mort, comme tous les autres cultes, est une vaste hypocrisie.

Voyez cet homme qui, aujourd'hui, pleure sur la tombe de sa belle-mère, alors que du vivant d'icelle, il désirait sa prompte creaison. Respect de la mort !

Voyez ce type huppé, suivi de son larbin, portant une couronne ayant comme inscription : « A mon père bien aimé. Regrets éternels. » Quelques jours avant la mort de ce père *bien aimé*, escomptant l'héritage que lui procurerait cette mort, il méditait l'emploi d'un poison pour une expédition rapide.

Lisez, gravé sur ce mausolée : « Il fut bon époux. Regrets éternels. » Evidemment, c'est à la demande expresse de l'épouse que cette inscription fut faite ; pourtant, du vivant de cet époux — brute alcoolique — elle avait reçu de lui plus de coups que de pièces de cent sous. Respect de la mort !

Tout ce monde là pleure ou fait semblant de pleurer les disparus.

Voiles noirs, crêpes au chapeau et manches, portés pendant un laps de temps déterminé, montrent, paraît-il, que les morts leur furent chers.

Mensonge ! Hypocrisie ! Grotesque ! Tel est le culte de la mort.

Et, cependant, des esprits, soi-disant antireligieux, conservent pour ce culte tout ce qu'une religion exige de sot respect. Bigre, il ne ferait pas bon aller sur le passage d'un enterrement socialiste, libre-penseur ou franc-maçon, et aux croyants qui, l'églantine rouge à la boutonnière, suivent le corbillard comme les cléricaux suivent une procession, dire ce que j'écris ici. Malheur

au profane. S'il ne subissait pas le supplice dont moururent le chevalier de La Barre ou Jean Huss, ses côtes, pendant longtemps, se ressentiraient des coups délivrés aussi copieusement que pieusement par les fidèles du culte des morts.

Combattant toutes les religions, celle de la mort ne doit pas nous indifférer. A chaque occasion, faisons-en remarquer la stupidité.

P. DESJARDIN.

NOUS ÉVOLUONS

Ouf ! Nous venons d'en échapper une belle, paraît-il. Pour un peu nous n'avions pas de ministère à présenter à la rentrée des vacances parlementaires, car nos parlementaires étaient en vacances. Jugez donc ! Après avoir accompli des travaux aussi pénibles que ceux qu'ils font, il est bien juste qu'ils se reposent (huit mois par an à vingt-cinq francs par jour). N'est-ce pas, M. Votard ?

Or donc, grâce à Clemenceau, la Chambre aura un ministère à sa rentrée, ce qui lui permettra, en connaissance de cause, d'envoyer des condoléances aux familles des victimes du *Lutin* et des ministres pour discourir sur les tombes.

De plus, nous avons le bonheur de posséder un ministère du travail et de l'hygiène. Ça, c'est du nouveau. Ce travail des travaux est confié à Viviani, un socialiste non *anifié*. C'est Jaurès qui en fait un nez.

Enfin, grâce à ce ministre, les travailleurs ne travailleront plus qu'à la guise de leurs patrons.

Nous évoluons, nous évoluons.

PERPLEXE.

ERRATUM. — Dans notre précédent numéro, dans les *Mélanges et Documents*, une erreur typographique a fait interposer des signatures. Saint-Bazile-le-Grand devait figurer avant ce qui est de Fénelon.

L'ANATOMIE DU PARTI OUVRIER

A quelles singulières méprises ne doit pas donner lieu l'étrange abus des mots provenant d'un vocabulaire qui n'a pas la même signification pour tous ?

Qui dit ouvrier suppose travailleur ; c'est du moins l'acceptation la plus usitée.

Eh bien ! voilà des braves gens qui s'imaginent faire œuvre méritoire en séparant leur cause de celle de leurs frères pour constituer une petite nation dans la grande.

« Venez à nous, disent-ils ; adoptez notre *Credo*, nos formules, notre liturgie ; acceptez docilement notre discipline ; concourez à nos souscriptions ; nommez nos candidats ; sinon Raca et Anathème. »

D'après ce beau système, n'est pas considéré comme ouvrier le premier travailleur venu qui se montre réfractaire à l'embrièvement.

Mais les promoteurs du parti, à l'aide d'un talisman, dont ils possèdent le secret, vous métamorphosent en ouvriers des individus qui n'ont jamais vécu que du travail d'autrui, tels que des rentiers, des propriétaires, des exploités d'esclaves noirs ou blancs, des prolétaires enrichis et des ouvriers qui voudraient bien cesser de l'être.

C'est par ce procédé que frère Gorenflot, pour pouvoir manger gras le vendredi en sûreté de conscience, baptisait carpes les gigots succulents dévolus à sa sensualité !

N'est-il pas (avec le dictionnaire et la révolution) des accommodements ?

On cite même, parmi les adeptes les plus fameux du parti, des ex-pourfendeurs du régime parlementaire, des ex-compteurs du suffrage universel et jusqu'à des renégats anarchistes à qui l'apostasie ne semble guère avoir porté préjudice.

A quel degré de byzantinisme et de chinoiserie sommes-nous donc descendus pour que le public se laisse prendre à des appâts aussi grossiers ?

Il ne s'agit plus, en effet, de savoir si les choses sont ou non conformes à la vérité et à la justice, mais seulement s'il a plu de les déclarer telles aux fortes têtes de l'aéropage qui s'arroge le droit de régenter l'opinion.

N'est-ce pas un des coryphées de ce parti qui voulait qu'on ne servit au peuple le socialisme que par tranches comme les melons, dans la crainte de lui occasionner une indigestion ?

Le parti se disant ouvrier (qu'il faut bien se garder de confondre avec le parti des ouvriers) a déjà subi bien des variations depuis l'époque de sa fondation, sans compter les schismes qui ont semé la division dans ses rangs.

A l'origine, il était de mode de n'admettre que des ouvriers manuels ou se prétendant tels.

Mais le désir de la recette l'emporta sur le fanatisme des sectaires, et la barrière ne tarda pas à s'ouvrir devant les instituteurs, les employés, enfin devant tous ceux qui s'offraient à servir le parti, sans que le motif de ces décisions prises à huit clos dans les *scénacles*, ait jamais transpiré au-dehors, parmi les profanes.

La doctrine elle-même s'est modifiée du tout au tout, suivant les impulsions de l'esprit public.

Lors de ses premières apparitions, le socialisme de Chabert ne dépassait pas le niveau de celui des Garnier-Pagès et des Carnot qu'il prenait pour ses modèles.

Ce n'est que peu à peu et pour ne pas perdre sa popularité qu'il en est arrivé, de fil en aiguille, à opter pour le socialisme révolutionnaire.

Etranges guides, on en conviendra, que ces phraséologues, qui abandonnent successivement leurs opinions pour les mieux conformer à celles de la foule qu'ils prétendent avoir mission d'éclairer !

Au congrès tenu au Havre en 1880, l'idéal du parti en était encore à l'organisation des chambres syndicales et des sociétés professionnelles, dont l'agent Barberet et Lyonais étaient alors les prophètes vénérés.

Il est bon aussi de ne pas oublier que les candidats ouvriers n'ont obtenu quelques succès dans les élections que grâce à l'appui des fractions intransigeantes et radicales de la bourgeoisie, à la suite de compromissions dont tous les détails n'ont pas été publiés.

Deux tendances bien distinctes sont à noter dans la tactique du parti ouvrier, selon qu'il s'agit du présent ou de l'avenir, des chefs ou des simples soldats.

Est-il question du peuple dans les futurs contingents ? Les cornacs ouvriers ne reculent devant aucune des violences de la mise en scène et broient du rouge le plus écarlate ; feux d'artifice de la rhétorique, utopies plus ou moins risquées, rien ne les arrête.

Mais, dès qu'il s'agit du présent, ils se montrent plus rassis, plus terre à terre, ne naviguent plus dans les régions de l'empyrée et font converger toutes les forces prolétariennes vers la conquête du pouvoir par les mandarins de l'Etat-Major.

Ils disent, à la vérité, qu'ils ne sont que les prête-nom du prolétariat, mais ce subterfuge ne trompe que ceux qui consentent à l'être.

Ah ! ce n'est pas eux que l'on accusera de manquer d'intelligence et de sens pratique ! Ils en ont à revendre.

L'ardeur avec laquelle ils briguent la possession des avantages sociaux, décèle les âpres convoitises qui les dévorent.

Quant à la masse, elle semble avoir adopté la devise si connue du perruquier : *On sera gratis demain*.

Le peuple doit avoir la patience d'attendre, mais les chefs sont pressés de jouir ; aussi toute la vitalité du parti se réduit-elle au *machinisme électoral*.

En vérité, je vous le dis, ces gens-là sont très forts, ce n'est pas à eux que l'on ferait prendre l'ombre pour la proie.

Les prêtres exploitent la crédulité des simples en prêchant l'égalité devant Dieu, surtout après la mort.

Les bourgeois qui emboîtent le pas aux bonzes, préconisent à leur tour l'égalité devant la loi. Ah ! le bon billet !

Les leaders du parti ouvrier qui continuent le même commerce, nous font espérer l'égalité devant la Révolution sociale ! Pour quelles calendes ? *Bone Deus !*

Mais ces Messieurs, dédaigneux de ce repas frugal, prennent les devants et, plus pressés, mettent les premiers, comme Judas, la main au plat électoral.

Il s'affichent en parti de gouvernement et affectent les allures hautaines et autoritaires des dirigeants de toutes les époques.

Gambetta mettait à toutes sauces la Révolution française.

Au demeurant, l'instrument du parti ouvrier n'est même pas à la hauteur de celui des Conventionnels, il retarde de plus d'un siècle.

Tout bourgeois qu'ils étaient, les Montagnards avaient décrété la souveraineté *effective* du peuple, qui devait s'exercer par l'initiative, la délibération et le vote sur les lois, c'est-à-dire sur toutes les questions d'intérêt commun.

Il est vrai qu'ils laissaient subsister en même temps la propriété et l'autorité ; ce qui devait inévitablement annuler l'effet de leurs bonnes intentions ; mais, après tout, ils n'avaient pu tirer parti de l'expérience acquise par leurs descendants qui auraient dû, au moins, ne pas retomber dans les mêmes errements.

En laissant de côté les balivernes du programme, qui n'existe que pour la réclame ; tout se réduit, en dernière analyse, pour la Fédération des socialistes de France, à la pratique du suffrage universel (le vote sur les noms des candidats) tels que les ennemis les plus invétérés du peuple l'ont organisé.

Les Montagnards acceptaient le vote sur les choses ; ils laissaient toute latitude à la masse pour défaire les conventions sociales.

Les fédéralistes de nos jours lui enlèvent même cette dernière ressource en lui imposant un programme tout fait, qui contient, suivant eux, l'alpha et l'oméga de toutes les perfections.

Les dirigeants du parti ouvrier tiennent absolument à jouer le rôle de Providence au petit pied ; mais le peuple ne vit pas seulement de formules et de discours.

Ces Messieurs sont restés à la *théorie du bon Maître*, et ils ne reçoivent rien de plus pratique que de voir les prolétaires *combattre follement pour le choix des tyrans*.

Nous voilà ramenés à la servitude volontaire. C'est toujours la fable du cheval qui, pour se venger de son ennemi, permet à l'homme de lui mettre la bride et le mors

dont il ne peu plus ensuite se débarrasser. C'est pourquoi les conseillers du parti recommandent de préférence à l'étude des questions professionnelles où les meilleurs experts s'égarer dans les détails et se rapetissent dans la lutte interminable des compétitions personnelles.

Ils excitent dans le même but la convoitise des corporations, notamment celles du bâtiment qu'ils incitent à l'adjudication des travaux publics.

Ils ne s'inquiètent pas de savoir sur quelles bases s'opérerait la répartition entre les prétendus associés, ni ce que devaient penser de ce privilège les autres prolétaires qui, tout en étant exclus, le garantiraient au moyen de leurs privations.

Ils n'ignorent cependant, ces docteurs de science sociale, que toute réforme partielle, qui ne profite qu'à une partie de la population, au détriment du plus grand nombre est une insulte à la Révolution qui n'admet pas de privilèges, ni de partis.

Ne sait-on pas que les ouvriers, devenus patrons, deviennent les plus féroces des exploités ?

Concluons donc :

Le programme du parti ouvrier, en dépit du mirage de ses formules, ne contient qu'un seul article de bien positif ; c'est celui qui est relatif à la conquête des fonctions publiques par les mandarins.

Tout le reste n'est que trompe l'œil, parade et mystification.

De plus, pour arriver à ce résultat, le parti se contente parfaitement du suffrage universel, tel qu'il a été réglementé contre le peuple par ses ennemis invétérés.

Le parti ouvrier est un parti fermé, momifié, cristallisé. Sous des apparences populaires, il cache une œuvre de contre-révolution et de réaction.

Il a le cynisme de s'intituler parti de conquête et de gouvernement ; c'est tout dire.

Cette habile organisation des forces ouvrières est tout simplement une société d'assurances mutuelles entre les assoiffés de pouvoir et d'autoritarisme avec l'appui désintéressé mais inconscient des travailleurs ; c'est une pépinière de candidats, fabrique d'opresseurs futurs, une manufacture de moules à fétiches.

Elle constitue une puissance incontestable entre les mains de ceux qui en ont pris la direction, parce que, avec des appétits qu'il faut satisfaire à tout prix, on arrive toujours à un résultat.

La masse verra, avant qu'il soit longtemps, si ce résultat devra être porté à son actif.

Les adeptes sincères, qui ne voient aucun avantage exclusif et ne désirent que le triomphe de la Révolution au profit de tous SANS EXCEPTION, ne tarderont pas à être désillusionnés.

Ils verront qu'en croyant travailler à l'émancipation sociale, ils n'ont fait que prêter la main à l'édification de l'aristocratie la plus oppressive qui ait écrasé les hommes depuis l'origine des sociétés, si toutefois cette oligarchie ouvrière ne rencontre pas d'obstacles à son établissement.

En attendant, les paroleurs à la langue dorée se fauflent dans les rangs de la bourgeoisie, sous le prétexte de mieux défendre les intérêts de leurs commettants. Là, ils tirent de brillants feux d'artifice oratoires au plus grand ébahissement de la galerie, qui s'est contentée, jusqu'ici, de cette alimentation peu substantielle.

Sans doute, les travailleurs comprendront qu'ils ont fait fausse route en tirant les marrons du feu pour les Bertrand du parti ouvrier ; mais que de temps perdu pour le triomphe de la Révolution !

ATOME.

LE CONGRÈS D'AMIENS

Les syndicats français évoluent prodigieusement vers le révolutionnarisme et le fédéralisme. Il faut avoir suivi les travaux des congrès de Montpellier, Bourges et Amiens pour se rendre compte de cette orientation marquée toujours plus fortement dans chacune de ces trois étapes de la marche syndicale.

En 1902, l'unité ouvrière est administrativement créée par la formation de l'organisme confédéral répondant à un besoin incontestable.

Les syndicats, organismes de lutte économique sont, à Montpellier, considérés comme des cellules de la société future en germination.

La structure confédérale est adaptée à

cette préoccupation par le double jeu des Fédérations de métier et des Bourses du travail, fonctions productives, répartitrices et administratives que le monde du travail devra prendre à sa charge après la révolution. Toutefois, au congrès de Montpellier on n'indique pas, d'une façon précise, si cette révolution sera politique ou syndicaliste, et on se contente de déclarations individuelles n'engageant pas l'ensemble du mouvement.

Les circonstances poussent alors le prolétariat plus avant dans l'action révolutionnaire. L'action directe devient l'a, b, c, de toutes les grèves ; les moindres réclamations ouvrières provoquent l'esprit de révolte. Le syndicalisme poussé dans cette voie évite le danger qui tua le socialisme démocratique, il se vivifie à cette habitude de l'effort et cette sorte d'héroïsme prolétarien lui conserve toute sa vigueur. En 1904, le congrès de Bourges affirme plus résolument l'idée révolutionnaire.

Les syndiqués légalistes, réformistes et hostiles à la fonction nouvelle du syndicalisme tentent l'assaut confédéral et se trouvent écrasés d'une façon bien inattendue, par une volonté ouvrière fortement transformée. Alors la méthode se précise, les militants sentent la nécessité d'engager une action d'ensemble qui sera la première occasion de préparer le prolétariat syndical à sa capacité révolutionnaire.

La question des huit heures, conçue dans l'esprit de la commission de Bourges, provoque en effet un courant nouveau et fait apparaître de plus saines luttes. Ce n'est plus la mendicité syndicale auprès des pouvoirs pour l'obtention d'une réforme à laquelle il faut se garder de prêter une vertu curative, c'est une gymnastique révolutionnaire conviant un plus grand nombre d'exploités.

Le mouvement du premier mai eut toute la portée qu'on attendait de lui. Il ne donna pas les huit heures à tous les travailleurs et ce fut heureux car alors l'effort eut subi un arrêt, il rendit plus acharnée la violence capitaliste, fit abandonner par nombre de syndiqués leurs déplorables habitudes d'interventionnisme et détermina la compréhension du grand drame révolutionnaire qui est l'aboutissant logique du syndicalisme : La grève générale.

Conséquemment, l'antimilitarisme a fait ces temps derniers des progrès sérieux.

Au lieu de s'arrêter à la naturelle intervention de l'armée capitaliste dans les grèves, les syndicalistes ont compris qu'il fallait empêcher cette armée d'exister ou d'en faire une auxiliaire révolutionnaire par la préparation du prolétaire soldat au rôle qui lui incombe.

L'antipatriotisme est le complément du syndicalisme et les organisations confédérées hésitent de moins en moins à se joindre au mouvement si ardemment soutenu par les A. I. A. et qui tend à désarmer le capitalisme.

Le congrès qui vient de se terminer dans la capitale de la Picardie a jeté un jour nouveau sur la philosophie syndicaliste révolutionnaire et il est bon de signaler immédiatement quelles ont été ses manifestations principales.

Tout d'abord, il importe de marquer l'accueil réservé à la proposition du textile voulant établir des rapports entre le parti socialiste et la Confédération. Ce fut un véritable écrasement pour les auteurs, puisque 724 syndicats sur un millier repoussèrent ce projet de mariage.

Il convient en toute justice de reconnaître cependant que ce vote n'a pas la signification libertaire que l'on serait tenté de lui attribuer. Il est même regrettable, à ce point de vue, que la division réclamée par le textile n'ait pas été acceptée, car la seconde partie de la proposition Renard contenait une affirmation nettement légaliste qui n'eut pas retrouvé contre elle les 724 mandats.

Griffuelhes vint, il est vrai, apporter un ordre du jour, qui contenait une affirmation formelle sur la grève générale et qui proclamait d'une façon très précise le rôle transformateur du syndicalisme en dehors de toute immixtion politique ou philosophique, mais les légalistes s'empressèrent de le voter sous le fallacieux prétexte qu'il contenait une garantie de la non alliance du comité confédéral avec les anarchistes.

La vérité est que les parlementaires réformistes n'ont pas osé combattre cet ordre du jour pour ne pas en accentuer le caractère.

Ils préférèrent le voter, par diplomatie, évitant ainsi de souligner une défaite qui

n'eut pas manqué d'être la plus belle affirmation du congrès, car on eût retrouvé assurément un tiers de parlementaires contre deux tiers de révolutionnaires. Si cette expression n'est pas dans un vote formel, elle est bien dans les faits.

Sur l'antipatriotisme, Yvetot ne résista pas au désir d'avoir une affirmation et présenta un ordre du jour brutal sur la question.

L'esprit de cet ordre du jour se trouvait en contradiction avec celui que Griffuelhes avait fait adopter par 824 mandats et qui avait eu un certain sens de neutralité en glissant sur cette question brûlante.

Yvetot s'entêta et souleva un incident considérable donnant à la manifestation qu'il recherchait une signification particulière.

En agissant de cette manière, aucun mandat ne pouvait s'égarer dans un tel vote qui réunit 488 voix soit la moitié des syndicats, 310 votèrent contre, 47 votèrent blancs et 120 s'abstinrent.

Ce vote a lui aussi, une signification considérable qui n'a pas échappé à la presse bourgeoise laquelle ne peut dissimuler son effroi.

Il ne faut pas oublier qu'en repoussant tout rapport avec le bureau international syndical tant que la grève générale et l'antimilitarisme ne seraient pas portés à l'ordre du jour, le congrès a marqué suffisamment le mépris des parlotteuses et du chiqué qui satisfait encore les prolétaires des pays voisins.

Après un rude assaut où Niel s'en fit l'avocat bien empressé du subventionnisme municipal, la conférence des Bourses du travail a marqué sa préférence pour les unions départementales qui ne subordonnent plus le syndicalisme et sa neutralité aux mannes municipales ou départementales. C'est là une orientation vers une autonomie sérieuse qui en dit plus qu'un ordre du jour.

Et maintenant nous allons voir ce que vont dire les intéressés.

Que pense le *Socialiste*, journal officiel du parti unifié, de la défaite du textile, lui qui disait dans son dernier numéro : « violence, sabotage, désordre organisé, sont les principes les plus sacrés de notre institution syndicale. La direction du milieu corporatif doit appartenir au parti socialiste. Si les syndicalistes ne sont pas avec nous, ils seront contre nous. »

Le congrès d'Amiens a dit qu'il n'était pas avec eux.

Il a dit que l'antipatriotisme était professé par un peu plus d'une demi-douzaine d'amateurs de paradoxes.

Déjà le *Journal des Débats*, ultra capitaliste, cherche à affaiblir, dans son numéro du 17 octobre, la portée des résolutions prises par nous, en nous accusant de « jalouse rivalité » avec les socialistes parlementaires.

Je gage qu'il eut préféré l'entente.

Il ne faut pas prêter aux congrès des vertus particulières et tout attendre de leurs votes, qui n'ont pas la signification de l'esprit qu'ils dégagent. Mais il ne faut pas tomber dans l'excès contraire, et bien à plaindre, qui prétendrait insignifiante, la manifestation de l'Ecole Noyon.

Elle dit notre force, notre faiblesse, notre désir.

Elle ne pouvait dire autre chose.

E. KLEMCZYNSKI.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL

Pendant de longues années, les partisans de la démocratie (qui signifie gouvernement du peuple) ont soutenu que le suffrage universel est la source légitime du droit et le remède à tous les maux sociaux.

Quand tous auront droit de vote, disaient-ils, le peuple enverra au pouvoir ses amis et fera triompher sa volonté. Si les institutions que fonderont les élus du vote populaire ne seront pas parfaites, si ceux-ci trahiront les intérêts de leurs électeurs, ces derniers n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes, reconnaître leur faute et voter mieux une autre fois.

Même, ajoutent les plus radicaux, pour plus de sécurité on peut préconiser la révocation du mandataire et établir le referendum, ce qui signifie que les électeurs sont toujours libres de destituer leur élu et d'en nommer un autre, et que les lois faites par les députés ne sont valables qu'après avoir été approuvées par un vote direct du peuple.

Mais ce suffrage universel fut en vigueur à diverses époques, dans presque tous les pays civilisés, même sous forme de plébiscite, qui est bien le vote direct de tous sur une question déterminée ; il fut donné

comme une conquête du peuple insurgé, ou comme concession des vainqueurs qui crurent utile de fortifier leur domination par une apparence de consentement populaire. En réalité, il servit toujours à sanctionner toutes espèces d'usurpation ; il répondit toujours aux désirs de ceux qui avaient le pouvoir en main. Le suffrage universel fonctionne normalement depuis longtemps déjà en maints pays ; dans certains existe aussi le referendum et néanmoins le peuple continue à être esclave de la bourgeoisie, qui, possédant seule les richesses sociales produites par les travailleurs, ne se trouve pas plus incommodée qu'auparavant.

Aux démocrates purs et simples, tombés en discrédit, se sont unis les socialistes qui se se qualifient démocrates, et ceux-ci, de même, prétendent faire le bien de tous au moyen d'un gouvernement du peuple issu du suffrage universel. Et partout on s'agit pour la conquête de ce suffrage-panacée, on s'efforce d'attirer les travailleurs par cette monstrueuse et mensongère affirmation. « Quand vous voterez, ce sera vous qui commanderez. »

Eh bien, non. Le suffrage universel, quoique invoqué par les socialistes, ne sera pas plus efficace que lorsque les démocrates le proclamèrent.

* *

Pourquoi le suffrage universel n'a-t-il pas servi dans le passé à l'émancipation du peuple ? Pourquoi dans l'avenir en sera-t-il de même ?

Aux socialistes nous ne devrions pas avoir besoin de rappeler l'effet que produisent les conditions matérielles sur la mentalité des individus, ni pourquoi les travailleurs ne peuvent s'émanciper politiquement s'ils abandonnent le point de vue économique.

Pour des socialistes — qui n'ont pas cessé de l'être — le suffrage universel pourrait tout au plus servir pour organiser la société future ; mais il devrait, avant tout, être précédé de l'expropriation, faite révolutionnairement et de la mise à la disposition de tous des moyens de production et de toute la richesse existante. Il pourrait être, pour des socialistes autoritaires, la sanction du droit dans une société basée sur l'égalité des conditions ; mais il ne pourra jamais être un moyen pour sortir des conditions présentes, non plus qu'un instrument d'émancipation.

Malgré cela, cette catégorie de socialistes réclame, aujourd'hui, le suffrage universel, comme moyen suprême pour conquérir l'égalité économique et réaliser le socialisme. Et si en quelque pays, ils parlent de révolution et peut être même la provoquent et la secondent, ce n'est qu'à seule fin de conquérir le suffrage universel, en proclamant la république, ou peut-être en supportant même la monarchie, là où le souverain, pourvu qu'il puisse conserver le trône et sa liste civile, se résignera à laisser au suffrage universel pleins pouvoirs. Ce qui revient à dire que, pour tout socialisme, ils voudraient nous faire accepter les conditions politiques qui existent en France, en Suisse, et dans certaines parties de l'Amérique, lesquelles depuis des années et des siècles n'ont pas été capables d'arriver au socialisme, ni même de mettre un frein à l'accumulation capitaliste... pas même capables d'empêcher les massacres de travailleurs récalcitrants !

* *

Mais supposons même qu'il adienne que des conditions favorables se réalisent de façon que chacun puisse voter librement et convenablement ; supposons la révolution sociale chose faite ; tous bénéficient d'une indépendance économique absolue, ces nouvelles conditions ont élevé la mentalité de la masse, le peuple est instruit. Le suffrage universel, c'est-à-dire le gouvernement élu par le suffrage universel, serait impuissant quand même, pour des raisons inhérentes à sa nature, à représenter les intérêts de tous et à leur donner satisfaction.

Déjà, avant tout, le gouvernement « élu par le peuple » n'est en réalité élu que par ceux qui triomphent dans la bataille électorale : les autres, qui peuvent être une très grande minorité et même la majorité, restent sans représentant. Ce serait un régime dans lequel la majorité légale (qui n'est au fait majorité réelle que par hypothèse) aurait le droit de commander à la minorité.

Ce serait déjà une chose inacceptable, car les minorités peuvent avoir raison autant sinon plus que les majorités, et en tout cas les droits de chaque individu sont également sacrés, soit que celui-ci appartienne à la majorité ou à la minorité, soit qu'il n'appartienne ni à l'une ni à l'autre. Mais la réalité est encore pire.

Les élus qui font la loi peuvent être nommés par la majorité des électeurs ; mais la loi est faite seulement par une majorité de ces élus, et de la sorte il en résulte que, la plupart du temps ceux qui appouvent une loi ne représentent qu'une minorité d'électeurs par rapport au corps électoral entier. Donc, avec le système du suffrage universel, de même qu'avec n'importe quel système de gouvernement représentatif, même en supposant que les élus agissent réellement selon la volonté des électeurs, c'est toujours la minorité qui gouverne la majorité. Or, si la domination de la majorité est injuste et tyrannique, la domination de la minorité est encore plus injuste et dangereuse, d'autant plus qu'à travers l'al-

chimie de la politique ce n'est certainement pas à une minorité plus éclairée, plus progressive, meilleure en un mot qu'échoit le pouvoir. Au contraire !

E. MALATESTA.

LES RAPPORTS INTERNATIONAUX AU CONGRÈS D'AMIENS

Question capitale, s'il en fut, intéressant au plus haut point le prolétariat mondial.

Après les importants débats qui viennent de se dérouler à Amiens, certains camarades, sans doute, ne se montreront pas très satisfaits de la résolution prise à ce sujet et le diront. Quelques-uns l'ont déjà proclamé avec une certaine acrimonie.

Nous ne nous rangerons pas à leur avis et nous ne mériterons pas, malgré cela, les épithètes de désorganiseurs, de scissionnistes, etc.

Mais, avant toute chose, faisons un pas en arrière.

Le comité confédéral avait décidé de ne pas se faire représenter aux conférences internationales, parce qu'il avait demandé la mise à l'ordre du jour de la conférence internationale d'Amsterdam des trois questions : l'antimilitarisme, le grève générale, la journée de huit heures, et que, après avis des centres syndicaux étrangers, le secrétaire international, G. Legieu, répondit par une fin de non recevoir pour deux des questions.

Voilà d'où est né la rupture. Refus de discuter les propositions de la C. G. T. Et pour quoi ? Est-ce admissible ? Que les adversaires de l'ordre du jour voté à Amiens vous l'expliquent un peu mieux sans se cantonner dans une discussion revêtant un caractère de vexation qui ferait croire qu'il n'y a que leurs tendances qui devraient prévaloir.

Maintenant, il est utile de présenter ledit ordre du jour divisé en deux parties :

1. — « Le congrès, après avoir entendu les critiques et réponses sur le passage du rapport relatif aux « rapports internationaux », approuve l'attitude du comité confédéral d'avoir momentanément suspendu les relations avec le secrétariat international qui a refusé d'inscrire à l'ordre du jour des conférences internationales, les questions de la grève générale, la journée de huit heures et l'antimilitarisme ;

» Il invite le comité confédéral à reprendre les relations avec le secrétariat international en demandant à nouveau l'inscription à l'ordre du jour des questions précédemment refusées. » P. DELESALLE. »

2. — Addition Pouget :

« Au cas où le secrétariat international s'y refuserait, s'abritant derrière la motion adoptée à Amsterdam, dont il ne voudrait pas demander l'annulation à la prochaine conférence, le comité confédéral est invité à entrer en rapports directs avec les centres nationaux affiliés, en passant par-dessus le secrétariat international. »

Un délégué limousin au congrès d'Amiens, adversaire des deux textes ci-dessus, prétend que le vote émis est « la négation de toute méthode d'organisation. » Et pour justifier sa thèse, voici l'exemple qu'il donne :

« Je suppose que demain un syndicat propose de mettre à l'ordre du jour d'un de ses congrès corporatifs une question quelle qu'elle soit, et que les syndicats fédérés, consultés, refusent de voir figurer à l'ordre du jour cette question. Cela voudrait-il dire que ce syndicat devra bouder, ne pas assister au congrès, et essayer de faire œuvre pénétrante, d'amener à ses vues les divers syndicats qui composent sa Fédération ? Je dis : non. »

A notre tour, examinons le cas sur ce même exemple. Nous disons :

« Un syndicat qui propose à sa Fédération la mise à l'ordre du jour, pour son congrès, d'une question qu'il a fait sien, celle-ci n'a nullement besoin de consulter les sections fédérées pour savoir si elles consentent à la porter ; elle n'a qu'à la mettre à l'ordre du jour sans plus de formalité et, une fois le congrès réuni, libre aux délégués de la repousser ; mais, au moins, et en admettant cette dernière hypothèse, la discussion aura eu lieu et il n'y aura pas eu étouffement. »

« Or, le syndicat battu n'aura pas à démissionner, puisqu'on lui aura fait l'honneur, le plaisir de discuter sa proposition et qu'il pourra recommencer les années suivantes si bon lui semble. »

« Agir autrement est, sans aucun doute, faire œuvre de division. »

C'est exactement ce qui s'est passé pour la conférence internationale. Et qu'on ne

viens pas reprocher à la C. G. T. d'avoir « brisé l'Internationale » et aux congressistes d'avoir « pris une résolution ridicule, dangereuse et malheureuse ». Les fautes commises retombent sur la tête du secrétariat international.

Savoir tout ce que nous n'aurions pas entendu si la C. G. T. avait eu la bêtise de ne pas mettre à l'ordre du jour du congrès d'Amiens la proposition du textile ? Nous ne le disons pas, mais le laissons deviner.

Et pour finir, que reste-t-il à faire ? Ce que le congrès a décidé. Continuer les relations avec nos camarades étrangers, comme auparavant, mais en ayant soin de ne pas marcher dans les ténèbres s'il plaît encore à un comité directeur d'étouffer la voix de ceux qui veulent faire entendre au delà de toutes les frontières les conceptions fécondes d'une entente virile entre les peuples et redoutables pour les dirigeants et les classes privilégiées.

Raoul LAFOND.

ARRIVISTES !

Pour peu qu'on veuille se préoccuper de rechercher les causes du mal social, et donner son effort pour la réalisation d'un avenir meilleur pour le prolétariat, l'on s'aperçoit d'abord que l'Humanité se trouve divisée en deux catégories bien distinctes, deux camps ennemis sans cesse en lutte, économiquement parlant... D'un côté, du nôtre, la masse des producteurs, depuis le travailleur agricole, celui qui a charge de nourrir cette Humanité ennemie, de semer le grain et faire pousser la récolte qui produira le pain plus ou moins noir, selon qu'il sera destiné au maître ou à l'esclave, jusqu'à l'artisan des villes, l'ouvrier de luxe, qui, pour la raison péremptoire que lui et les siens ont besoin de son salaire pour manger, produit des objets dont il reconnaît lui-même la complète inutilité et qui serviront de jouet ou de parure aux possédants nos maîtres. Ceux-ci sont les travailleurs manuels.

Il existe encore une autre et non moins utile catégorie de travailleurs : ce sont les intellectuels. Le savant, dans le calme et le recueillement de son laboratoire, surveillant dans la cornue la composition qui consacrera une nouvelle victoire de la science sur la nature et arrachera à la mort des êtres qui nous sont chers. Jusqu'à l'artiste qui de son cerveau tire des chefs-d'œuvre, intensifiant la vie dans toutes les branches de l'art et la faisant paraître plus belle.

Œuvres sublimes, à l'Opéra ou dans les musées, mais, hélas, l'ouvrier n'a ni le temps, ni les moyens d'en profiter actuellement.

De l'autre côté de la barrière sociale, une petite minorité de privilégiés : ceux qui viennent au monde dans les bras de la fortune, qui trouvent de l'or infect dans leur berceau, l'or volé au travail !

Qui grandissent avec les idées préconçues de leur caste et qui, tout bambins, déjà se croient supérieurs aux autres bambins, la marmaille du peuple qui grouille dans les rues sales et sans air des quartiers ouvriers. Imbus de cette fausse idée de supériorité, ils arrivent à l'âge d'homme et deviennent les vautours capitalistes, les spéculateurs de la misère humaine, les agioteurs voleurs internationaux.

Chefs d'industries, ils n'interviennent dans la production que pour se faire dans les bénéfices la part du lion.

Financiers, spéculateurs, si leurs intérêts le commandent, ils n'hésitent pas à faire monter le cours des matières premières indispensables à la vie. Que leur importe que le pain soit cher pourvu qu'ils aient l'opulence, eux et leurs maîtresses, le plus souvent filles du peuple qui, éblouies par l'or maudit, ont délaissé le foyer familial pour devenir des prostituées !

C'est l'illogisme barbare que présente le monde : ceux qui produisent tout ne possèdent rien et ceux qui ne produisent rien possèdent tout !

De ce mal social, nous ne devons nous en prendre qu'à nous-mêmes. Voyant la nonchalance, l'abrutissement du peuple qui constitue un acquiescement à l'état de choses existantes, les possédants en profitent ; il serait criminel de dire qu'ils ont raison, car leur domination est parfois douloureuse pour beaucoup d'entre nous, mais nous devons avouer qu'ayant la partie si belle, ils sont logiques d'en profiter, à nous de voir ce que nous sommes et ce que nous devrions être et d'agir en conséquence.

Après avoir fait la grande Révolution, le peuple, ayant chassé la noblesse et le clergé du pouvoir, guillotiné le maître suprême, le roi, se trouvant en face du fait accompli, et n'étant pas capable de prendre lui-même la direction de ses propres affaires, le peuple, devenu souverain, n'eut rien de plus pressé que de laisser ce soin à ses représentants.

Les maîtres étaient changés, mais l'état de choses subsistait toujours sous une autre forme. Plus d'un siècle s'est écoulé depuis et le malaise dure toujours, peut-être plus douloureux encore.

Depuis qu'existe le parlementarisme, j'en suis à me demander ce qu'en réalité il a fait par lui-même. Les quelques réformes obtenues, si minimes soient-elles, je ne les conteste pas, non, mais aussi nous devons

constater que les lois votées n'ont fait que consacrer ce que le peuple avait lui-même établi par la force de ses organisations, et était capable d'imposer, même par la force.

De nos jours, à l'apogée du parlementarisme, que font nos bons députés en faveur de ceux qui ont versé leur sang pour les mettre au pouvoir ?

Des promesses, c'est tout ! Ah ! oui, ils excellent dans le charlatanisme, les candidats, mais leur seul but, une fois élus, est de satisfaire leurs visées personnelles et de s'emparer de l'assiette au beurre. Quand, par hasard, une loi dite ouvrière est votée, il faut voir avec quelle désinvolture elle est tournée par ceux-là même qu'elle vise, car, au dessus de nos soi-disant représentants, qui s'entendent comme larrons en foire, il y a la haute finance, maîtresse toute puissante de nos destinées.

Les lois ne sont pas, ne peuvent pas être contre les puissants, elles sont à leur profit ou restent lettre morte.

Il est pourtant des lois qui sont appliquées strictement : c'est la loi qui nous oblige à revêtir pendant un certain temps, l'infâme livrée et faire de nous les chiens de garde du capital ! Ce sont les lois qui punissent le crime de penser que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Malheur à qui ose combattre trop brutalement au gré des maîtres les institutions établies ! Les prisons sont là, qui lui offrent un refuge, oh ! combien ! hospitalier.

Pour l'application des lois qui semblent viser nos exploités, je ne réclame pas l'intervention du gendarme, loin de mon esprit cette idée, flics, pandores et chafs-fourrés, forment une caste, quelque chose comme le fumier capitaliste, que je hais trop profondément pour en demander l'appui, mais c'est encore une constatation que nous sommes à même de faire : nous savons que dame Thémis qui tient boutique à la Tour pointue fait usage de faux poids. Aux uns, les forts, impunité complète ; à nous, les faibles, toutes les sévérités du Code. En résumé, que nous donne le système parlementaire ? Des lois répressives plus que nous n'en désirons ! Des lois en faveur de la classe ouvrière ? Elles sont illusoire et jamais mises en application.

Nos députés nous la baillent belle, et depuis longtemps nous les avons jugés ! Menteurs et arrivistes !

Ce qui nous reste à faire ? Beaucoup, c'est entendu, mais nous avons du cœur à l'ouvrage et la perspective de la besogne à accomplir n'est pas pour nous rebuter, au contraire. Il faut que nous nous mettions en mesure de faire nous-mêmes nos affaires ; pour cela, il nous faut parfaire l'éducation économique de la masse, il faut que tous les producteurs sachent administrer et conduire les entreprises industrielles et commerciales dont ils ne sont actuellement que les rouages inconscients.

Il faut que chacun s'intéresse à la bonne marche des syndicats et des coopératives de production et de consommation, améliorer celles qui fonctionnent déjà et faire le nécessaire pour en fonder là où il n'en existe pas encore, et alors, le travailleur ayant cessé de faire le geste stérile qui consiste à mettre, en même temps que sa volonté et son indépendance, un bulletin de vote dans l'urne, nous entamerons, pour culbuter le vieux monde, l'action nettement révolutionnaire, ayant ainsi mis en application la devise communiste : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

L. HARPILLON.

CRUEL OPTIMISME

Avant que ne s'ouvrent, à Amiens, les débats sur les rapports du Parti socialiste et de la C. G. T., les principaux militants du socialisme et du syndicalisme ont exposé leurs conceptions, à tour de rôle, dans un quotidien mis à leur disposition. C'est ainsi que le citoyen Vaillant, député unifié de Paris, écrivait dans l'*Humanité* du 9 septembre 1906 :

« Il a suffi qu'une discussion, non plus dans l'isolement d'un congrès, mais une discussion publique entre syndicalistes et socialistes s'engageât pour qu'on pût constater à combien peu de distance nous étions les uns des autres et combien le désir et le vœu d'entente en promettaient la réalisation certaine, sinon prochaine. Si la force de l'opinion à ce sujet avait été moindre, le ton du débat eût été tout autre. Et, après cette épreuve démonstrative, quoiqu'il puisse tenter les irréconciliables, les congrès peuvent parler. »

En effet, le congrès corporatif d'Amiens vient de parler assez éloquentement sans qu'il y ait la moindre équivoque. Par 724 voix contre 34 et 37 abstentions, il a rejeté l'irritante proposition de la fédération du textile. Il est facile, aujourd'hui, de constater « à combien de distance nous sommes les uns des autres ». Et il ne faut pas croire, à moins d'être naïf, que nous n'entendrons plus parler de ces « rapports ». Ne nous a-t-on pas dit que la question serait reprise par région ou par département ?

Pour commencer, le congrès du parti socialiste unifié, qui se tiendra à Limoges dans les premiers jours de novembre, la discutera à son tour. C'est son droit, c'est son affaire, il est libre.

Mais ce sera, à n'en pas douter, la revanche d'Amiens.

Henri DECLAIR.

ENCORE UNE INFAMIE

Elles ne se comptent plus dans le monde gouvernemental. On vient d'arrêter le gérant de la *Voix du Peuple*. Le motif est que le journal de la C. G. T. a publié à nouveau les illustrations du numéro antimilitariste de l'an dernier.

Chose ridicule, ce n'est pas où le journal s'imprime que le juge d'instruction poursuit, c'est de Marseille que commence la procédure. Notre camarade a refusé de se rendre dans cette ville et a demandé à être interrogé à Paris par commission rogatoire. On lui a répondu par un mandat d'amener. Ce n'est pas plus difficile que ça.

Que ce soit tel ou tel gouvernement, plus ça change plus c'est la même chose.

Mais, il n'en reste pas moins vrai que ces ignominies iront se perpétuant. N'a-t-on pas vu, l'année passée, saisir aux gares, dans les bureaux de poste, à l'imprimerie même, cette même *Voix du Peuple* illustrée ? Et pourquoi faire ? Pour laisser ensuite l'*Echo de Paris*, journal ultra-bourgeois, se répandre partout avec les dessins identiques au numéro saisi !

C'est probablement pour ne pas retomber dans cette « erreur » que l'on incarcerait aujourd'hui un homme.

Vains efforts. Peine perdue. Les militants ne sont jamais las.

Après deux mois de vacances grasses payés, ces messieurs de la magistrature veulent « travailler », que diable !

Et puis... cette Confédération générale du travail est si gênante...

R. L.

Plusieurs dépositaires de *L'Ordre* n'ont pas répondu au bordereau que nous leur avons expédié il y a déjà quelques jours. Nous les avisons que s'ils ne répondent pas nous leur supprimerons l'envoi.

Les camarades qui nous doivent des brochures et journaux sont invités à s'acquitter. Est-il besoin de dire que nous avons besoin d'argent ?

CHRONIQUE LOCALE

Plus de Pilule !

UN MONSIEUR offre gratuitement de faire connaître à qui serait atteint de trop de sottise et de prétention les moyens d'une guérison radicale (Oh !)

Cette décision... est la conséquence d'un vœu.

Ecrire aux bureaux de *L'Ordre*.

Emancipons les travailleurs

Au dire de certains, plus ou moins éniés ou coopérateurs de bon ton, parce que, dévoilant certains faits existants dans les sociétés dites ouvrières, les anarchistes sont des imbéciles ou des calomnieurs. Venant de là, ce qualificatif ne nous dérange pas et nous continuons de dire ce qui nous semble bon à divulguer. Ainsi, voici ce qui vient de nous être révélé.

L'Union de Limoges se fournit en chaussures chez un patron nommé Laroche. Eh bien, voici le tarif que ce patron paie à ses ouvriers :

Bottines cousu-main, 4 fr. 50.

Bottes lacets, cousu-main, 3 fr. 75.

Alors que le tarif syndical est de cinquante centimes en plus par paire de même article.

Mais voilà : Si le patron en question payait des prix plus élevés, l'Union étant obligée de payer les articles plus chers, les sociétaires auraient peut-être un centime en moins de bénéfice par semestre, ce serait la mort de la société.

A « l'Union » de Limoges

Dans son dernier numéro, le journal de l'Union dit que la délégation des employés demandait, par lettre, à ce que les cinq journées de maladie soient payées aux employés malades. Des renseignements, pris à bonne source, il résulte que cette allégation est mensongère.

La lettre en question émanait d'un employé réclamant son droit, car, dans une séance antérieure, il avait été décidé, par le conseil, que les employés malades toucheraient une indemnité de 2 francs par jour, que les maladies de moins de cinq jours ne seraient pas payées, mais celles se prolongeant au delà seraient payées à partir du premier jour. Le conseil a donc décidé

de ne payer les cinq premiers jours en aucun cas.

Une autre œuvre socialiste :

Les employés du chai demandent à ce que les permissions dont ils n'ont pu jouir pendant la période active leur soient accordées aujourd'hui. Le conseil passe outre : « la faveur n'étant pas un droit », dit-il.

Allons, messieurs, où est cette faveur accordée aux employés, puisque l'article 32 du règlement intérieur accorde à chaque employé une demi-journée de congé par semaine ? Et vous aviez cru faire une faveur en accordant 13 jours par an que vous retirez maintenant.

G. CLABOUSSE.

LA MAUVAISE ANNÉE

(Croquis Limousin)

Penché sur son travail, le paysan va machinal. Le hoyau s'enfonce sous le pied de pommes de terre, le soupèse et rejette d'un mouvement brusque les tubercules dans le sillon. Un second coup met la fane (tiges demi-desséchées de la végétation extérieure de la pomme de terre) en arrière et la terre de côté, tandis que d'un pas le corps avance vers une autre plante.

Tout à coup, l'homme se redresse et se retourne, son œil envisage le sillon où gisent les tubercules. Un rictus amer plisse sa face, un flot de mauvaises sensations lui revenant accentue sa crispation. La faiblesse de cette récolte a éveillé en lui une corrélation d'après souvenirs.

Il pense à la succession des calamités qui se sont, durant l'année, abattus sur son labour acharné et impuissant. Quelle misère ! L'année sans pluie a donné une médiocre récolte de blé, juste de quoi manger du pain. Les raves, semées aussitôt après la moisson, n'ont pu sortir faute d'eau ; le blé noir (sarrasin), attaché aux mêmes conditions, n'a pu monter et ses grains sont vides. De regain (foin de deuxième coupe), il n'a pu en couper. Les foires mauvaises ont été un désastre ; il a dû vendre à perte une vache et son veau, menacé de ne pouvoir les nourrir. Là-bas, à l'orée du bois, les châtaigniers jaunissants lui serrent le cœur ; il en voit la récolte compromise, parce que toujours pas d'ondée abondante et bienfaisante ! Et, liée à la même raison, il constate la maigreur de sa récolte de pommes de terre.

Il y avait tant compté pour se rattraper un peu, que la pensée d'une telle déception lui coupe bras et jambes. Il lui semble entendre douloureusement le grognement de la truie vorace et pleine, de l'engrais de laquelle il espérait un légitime bénéfice, sans compter le produit de la vente des nourains (petits porcs) ! Il pense encore que, dernièrement, il donna trois francs au curé pour faire dire une basse messe afin de conjurer le sort implacable qui semble le poursuivre ?

N'est-ce pas pitoyable ! son premier enfant mort récemment, le plus petit malade et la femme encore enceinte ! Il se souvient des paroles que le prêtre prononça à cette occasion, en repellant la permanence du fléau de Dieu contre les fauteurs électoraux de la séparation. Il voit là-bas passer M. le Maire, confortablement assis dans son cabriolet, le chef protégé d'un vaste panama. C'en est un heureux, celui-là, ses écus ne craignent pas la sécheresse !

Notre paysan sent une colère sourde l'envaloir, il voudrait pouvoir considérer de face cet ennemi insaisissable et occulte qui le rend si misérable. Ah ! comme il lui semble qu'il foncerait tête baissée sur lui, rien ne l'arrêterait, dût-il y succomber ?

Sous l'horizon bas, courent des nuages ironiques ; l'homme montre le poing au ciel, laisse échapper en patois un sourd juron de malheur et renfonce violemment son hoyau dans la glèbe amère...

Un levain de révolte a germé du fiel de l'amertume de sa vie, quand donc fermentera-t-il ? Qui donc fera lever la pâte ?...

Henri LAVIALLE.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

SAINT-MATHIEU. — Dernièrement, Merle, cultivateur à Neuville, commune de Saint-Mathieu, dans une discussion avec le nommé Ribette, notaire à Vayres, aurait, paraît-il traité ce dernier de voleur.

Ce mot eu le don d'irriter le susdit notaire.

Pour venger son honneur outragé (!) Ribette poursuit Merle en diffamation.

Le jour où l'affaire est venue à l'audience du juge de paix de Saint-Mathieu, ce fut le suppléant du juge de paix, un nommé Châtenet, notaire à Dournazac, qui siégea. Celui-ci, bien entendu, ne pouvait donner tort à son confrère, étant donné que jamais les loups ne se mangent entre eux.

Merle fut donc condamné. Jusque-là, rien d'extraordinaire ; mais, à quelques temps de là, Châtenet qui avait vengé l'honorabilité de son confrère, se faisait sauter la cervelle. Hors, on vient de découvrir, dans son étude, quantité de faux et détournements de fonds à lui confiés, etc., etc.

Comme on le voit, ledit Châtenet était bien l'homme qu'il fallait pour venger l'honneur d'un notaire en condamnant Merle.

UN LECTEUR DE "L'ORDRE".

CHRONIQUE RÉGIONALE

CORRÈZE

TULLE. — Pauvre mère. — Ceci se passait à Tulle, à la rentrée de la classe.

Elle était veuve, la pauvre femme, et voulut accompagner, ce fils chéri, jusqu'au seuil de la caserne. Elle comptait sur lui,

maintenant, car elle ne pouvait plus se fier à ses bras, jadis vaillants et vigoureux, parvenus jusqu'ici à gagner pour tous les deux le pain quotidien.

Elle n'avait plus que lui. Elle ignorait ses vingt ans, elle feignait d'ignorer son départ pour la caserne, confiante jusqu'au bout en la pitié des autorités.

Cruelle déception : la feuille de route arrive. Qu'allait-elle devenir ?... On lui ravissait son espérance, son seul soutien, son fils ?...

Elle l'accompagna.

Horrible fut la séparation. La douleur fut intense ; après le dernier adieu, la mère en larmes perdit la raison...

Elle erra toute la nuit, la pauvre démente, dans les rues de la ville, quand, le matin, l'autorité, *combien bienveillante*, lui trouva asile dans un cabanon d'hôpital...

Je ne saurais dépeindre la douleur, mêlée de haine, qui m'étreint à ce lugubre tableau.

De quel dégoût, soldat, tu as dû être envahi, après cet autre crime que les annales de l'armée auront encore à enregistrer ? Celle qui t'a donné le jour, qui t'a nourri ; celle qui a fait de toi un homme, est folle... Oui, elle est folle, parce que tu l'as quittée, parce que tu l'as laissée sans asile et sans pain...

Tu es résigné à ton sort, tu ne jettes pas de hauts cris, tu n'invoques pas le droit que t'impose ton devoir de fils... Ingrat, tu ne songes pas à celle qui, dans sa folie, te réclame auprès d'elle !...

Victimes tous les deux, vous m'inspirez compassion.

Législateurs, contemplez votre œuvre. Vous avez atteint l'idéal du crime : Le fils à l'abattoir, la mère à la prison !...

L. Gosse.

BRIVE. — « Les Incompris ». — C'est le nom du groupe de propagande antimilitariste et libertaire qui vient de se fonder à Brive. Il est affilié à l'A. L. A. Une vingtaine de camarades ont déjà répondu à l'appel des fondateurs.

Les premiers temps, naturellement, ça ne marchait pas tout seul. Plusieurs personnes de Brive ont dû même se gausser des jeunes gens qui avaient entrepris de fonder ledit groupe pour faire une propagande active parmi la population briviste. Plusieurs même ont dû souhaiter l'échec du projet.

Leur espoir a été déçu !

Nous ne voulons pas dire que le groupe marche à souhait. Mais le nombre des camarades qui ont adhéré a dépassé les espérances des fondateurs.

Maintenant, il nous faut agir. Selon les moyens dont nous disposons, nous ferons venir des brochures, des journaux, en un mot, tout ce qui est apte à faire une bonne propagande, et nous les répandrons parmi la population ouvrière de Brive.

Que faut-il pour cela ?

Que chacun fasse son devoir, c'est-à-dire le sacrifice de la somme de un franc par

mois. Les avantages ne seront certainement pas grands. Mais il faut se dévouer pour arriver à donner à l'humanité plus de justice, plus de liberté, plus de bien-être.

Si le nombre des adhérents augmente, peut-être pourra-t-on réduire le montant des cotisations.

Donc, camarades, faisons chacun notre devoir et en avant pour la Révolution sociale !

UN ADHÉRENT.

P.-S. — Le nouveau groupe étant complètement dénué de ressources et ne pouvant pas se procurer des brochures pour l'instant, — l'argent qu'il possède lui faisant besoin pour faire face aux premiers frais, — les adhérents prieraient les camarades des autres villes qui pourraient disposer de quelques brochures de les lui envoyer à l'adresse suivante : Mergier, 15, rue Majour, Brive (Corrèze).

— Et les bains sulfureux ?... — Il y a quelque temps, la municipalité avait promis aux ouvriers typographes, peintres et plombiers des bains sulfureux. La question fut examinée dans deux ou trois séances, et, depuis... on n'en a plus entendu parler.

Il paraît que c'est le manque d'argent qui empêche d'agir les édiles brivistes. Très bien ! Mais lorsqu'il s'est agi de voter une somme de 50 francs pour élever un monument au général Couloumy, les conseillers ne se sont pas fait tirer l'oreille.

Et dire que les ouvriers qui étaient intéressés se feront un plaisir d'aller voter pour les conseillers, quels qu'ils soient, aux prochaines élections.

Il est vrai que si ça leur fait le même effet !... Quant à moi, je préférerais les bains sulfureux.

En terminant, je me permet de donner ce conseil aux municipaux brivistes : Lorsqu'on ne peut pas tenir une chose on ne la promet pas, serait-on en temps d'élections.

KELKUN.

PETITE CORRESPONDANCE

B. Renazé. — L'erreur provient de la poste.

— Morel, Paris. — Votre abonnement était terminé depuis avril. La somme que vous nous avez expédiée couvre donc un nouvel abonnement encore terminé avec les numéros que nous vous expédions. Les abonnements se paient d'avance.

— T..., Ambazac. — Il nous manque encore quelques brochures.

" SOUSCRIPTIONS POUR L'ORDRE "

Debette, 1 fr. ; Lorient, 3 fr. ; Fritz, 0 fr. 50 ; Jourde, 1 fr. ; Picat, 0 fr. 50 ; Callois, 0 fr. 50 ; Nimporquet, 0 fr. 50 ; K. Licot, 0 fr. 75 ; Paillon, 1 fr. 50 ; Zisly, 2 fr. Total, 11 fr. 25.

EN VENTE AU BUREAU DE " L'ORDRE "

L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul.....	» 10
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.....	» 10
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce.....	» 10
La Panacée-Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel.....	» 10
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier.....	» 05
La colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier.....	» 15
Entre paysans, par Malatesta, couverture de Guillaume.....	» 10
Le militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Caran d'Ache.....	» 10
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, illustration de Agar.....	» 10
L'organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.....	» 10
La grève des électeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille.....	» 10
Organisation, Initiative, Cohésion, par J. Grave, couverture de Signac.....	» 10
La vache à lait, par G. Yvetot, préface de U. Gobier.....	» 20
Le problème de la repopulation, par Sébastien Faure.....	» 15
Syndicalisme et Révolution, par le docteur Pierrot.....	» 10

Pages d'histoire socialiste.....	» 25
Le grand fléau, par E. Girault.....	» 20
Les deux méthodes du syndicalisme, par P. Delessalle.....	» 10
La Peste religieuse, par Most.....	» 05
L'élection du maire de la commune (farce électorale), par Léonard.....	» 10
Entretien d'un philosophe avec la marchale de **, par Diderot.....	» 10
Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire.....	» 10
Les Temps nouveaux, par P. Kropotkine.....	» 25
Arguments Anarchistes, Armand Beauré.....	» 20
Dieu n'existe pas, Dikran-Elmassian, Sébastien Faure, Michel Bakounine.....	» 10
La Question sociale, Sébastien Faure.....	» 10
En Communisme, André Mounier.....	» 10
Lettres de Pioupiou, Fortuné Henry.....	» 10
L'A B C du Libertaire, Lermina.....	» 10
A bas les morts ! Ernest Girault.....	» 05
Le militarisme, par Friedberg.....	» 10
Quelques idées fausses sur l'anarchie, par le docteur M. N.....	» 05
Aux Femmes, Urbain Gobier.....	» 05
Anarchie-Communisme, Kropotkine, couverture de Lochar.....	» 10
Aux jeunes gens, par Kropotkine, couverture de Roubille.....	» 10
L'Anarchie, par Girard.....	» 05
Déclarations, par Etiévant, couverture par Jehannel.....	» 10

L'immoralité du mariage, par Chaughi.....	» 10
Légitimation des actes de révolte, par G. Etiévant.....	» 10
Communisme expérimental, par Fortuné Henry.....	» 10
Le parlementarisme et la grève générale, par Friedberg.....	» 10
Bases du syndicalisme, par E. Poujet.....	» 10
Le Syndicat, par E. Poujet.....	» 10
Au Lendemain de la grève générale.....	» 20
La Croix en l'air.....	» 05
A bas le Czar ! Vive la Révolution russe !.....	» 05
La Grève générale révolutionnaire.....	» 20
L'Etat : son rôle historique, par Kropotkine.....	» 25
Le Patriotisme, par un bourgeois, et Défense d'Emile Henry.....	» 15
Au Café, par Malatesta.....	» 20
La Vache à lait, par G. Yvetot.....	» 20
Le Mensonge patriotique, par Merle.....	» 10
L'Antipatriotisme, par Hervé.....	» 10
Députés contre Lecteurs, par Gayvallet.....	» 10
L'Education de demain, par A. Loisant.....	» 10
La Grève générale, par Aristide Briant.....	» 05

Par la Poste, 0,05 centimes en plus

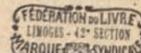
Œuvres posthumes de Louise Michel.....	» 75
Le même, par la poste.....	» 85
Une Colonie d'enfer, par E. Girault.....	» 3
Le même, par la poste.....	» 3

CHANSONS

Le Vagabond, Germinal, Les Abeilles.....	» 10
La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.....	» 10
L'Internationale, Crevez-moi la sacoche, Le Politicien, de E. Pottier.....	» 10
Ouvrier prends la machine, Qui m'aime me salue, Les Briseurs d'images.....	» 10
La Chanson du Gars, A la Caserne, Vivement, brav' Ouvrier, etc.....	» 10
J'n aime pas les Sergots, Heureux temps, Le Drapeau rouge.....	» 10
Le Réveil, La Chanson du Lincoln.....	» 10
Hymne révolutionnaire espagnol, Debout ! frères de misère, Les Affranchis.....	» 10
La Marianne, Pendeurs et Pendus, Fraternité.....	» 10
Le Chant des Révoltés, Paix et Guerre, Le Chant du Pain.....	» 10
Le Père Peinard, Harmonie, Quand viendra-t-elle ?.....	» 10
Bonhomme en sa maison, Hymne anarchiste.....	» 10
L'Or, poésie révolutionnaire.....	» 10

Par la poste, 0,05 centimes en plus

L'Ordre est composé et imprimé par des ouvriers syndiqués.



Le Gérant : ANDRÉ BOULESTEIX

Limoges. — IMPRIMERIE OUVRIÈRE, rue Garnet 9,